

Groupe démarche participative

Relevé de conclusions réunion du mardi 9 juin 2015

Présents :

Alain Grande, Jean-Yves Sainsorny, Mamadou Dissa, Alain Varnet, Roger Morney, Robert Vidon, Jean-Louis Sauvonnnet, Jean-François Moyne, Yvan Gautronneau, Jeannine Bonino, André Mansiaux, Christian Barat, *Julien Peyre (stagiaire CLD), Claire Delorme (Animatrice CLD).*

Excusés :

Nathalie Jourdan, Alain Socié, Yves François, Jean-Michel Colomb.

Ordre du jour :

- Présentation de l'avancée du travail de Julien Peyre (échanges avec des élus du territoire, techniciens, socioprofessionnels...)
- Suites à donner aux travaux de ce groupe de réflexion (association des élus aux réunions...)
- Prochaine lettre d'information du CLD - zoom sur la démarche participative : validation de son contenu.

1. Retour sur les 1^{ers} échanges de Julien avec les élus

⇒ Cf. diaporama de présentation et note de synthèse.

Après avoir rencontré 13 personnes (six élus choisis selon la taille de la commune, la répartition géographique et la durée du mandat, 3 agents de développement territoriaux, 4 acteurs socioprofessionnels), nous nous contentons à ce stade de présenter les principaux points qui sont ressortis de chaque entretien.

Ce qu'il faut retenir :

- ⇒ Les élus ont laissé apparaître une volonté réelle d'impliquer les citoyens et un certain nombre d'actions concrètes en témoignent (commissions consultatives, appels à participer aux conseils municipaux, conseils de quartiers, réunions publiques etc.).
- ⇒ De nombreuses initiatives ou sollicitations peu suivies d'effet ou peu mobilisatrice -faute de méthode ou de volonté des habitants-, les ont laissés amers ou dubitatifs sur la volonté réelle des citoyens à s'impliquer dans la vie de la commune, ou au moins à s'y intéresser.
- ⇒ Les élus sont conscients d'être parfois en décalage entre leurs contraintes et les attentes des habitants, néanmoins, ils confirment garder une proximité forte avec leurs administrés. Ils ont conscience d'avoir parfois « la tête dans le guidon » et de se détacher des réalités du terrain, ainsi ils reconnaissent l'utilité d'avoir un autre regard sur leurs projets ou actions, des idées nouvelles, des remontées du terrain par les citoyens pour enrichir la réflexion et appuyer leurs actions et leurs décisions. Tout en rappelant la nécessité que les citoyens restent dans une posture constructive même si elle est critique mais ne se positionnent pas comme opposants.
- ⇒ Que ce soit sur la démarche de charte ou de forum engagé par le CLD ou sur la participation des citoyens de façon générale, les élus rencontrés n'ont pas émis de réticences ou de craintes particulières. Même si ils ont fait part de réserves sur la volonté des citoyens à s'impliquer et, pour quelques-uns, des limites de la participation citoyenne dans la mesure où elle met en cause la légitimité de l'élu et son monopole de prise de décision.

Les rencontres avec les élus montrent finalement une volonté à faire participer plus forte que l'on ne l'attendait.

Les doutes exprimés sur la charte comme « bout de papier » et sur son utilité poussent à reconsidérer la suite des actions à mener. Il semble plus opportun d'ouvrir le dialogue avec les élus du territoire, d'avoir des temps de réflexion collectifs pour partir d'un constat partagé et réfléchir aux moyens d'y répondre.

2. Suites du travail de ce groupe de réflexion

Suite aux échanges réalisés par Julien sur le territoire et avec d'autres CLD Rhônalpins, le constat est le suivant : la difficile participation des citoyens dans nos territoires périurbains et ruraux, nous poussent à considérer ces deux questions avant toute réflexion sur la démarche participative :

- Le « vivre ensemble » existe-t-il encore ?
- L'intérêt collectif concerne-t-il le citoyen ?

Il est ainsi proposé de :

- Partir d'un constat partagé entre élus, citoyens et techniciens (difficile implication des citoyens, non remise en cause de la légitimité de l' élu, méthodes pas toujours opportunes...)
- Présenter la diversité des initiatives de participation et leur contexte
- Voir ce que l'on peut tirer de ces initiatives, identifier les raisons de leur réussite ou pas, les raisons de la participation des habitants, les méthodes à promouvoir, etc. Des réflexions plus larges pourraient être portées sur la définition du vivre ensemble et de l'intérêt collectif, questions qui se posent en amont de celle de la participation.

Pour répondre à ces trois phases, dans un premier temps, des élus pourraient être associés au groupe de travail (trois ou quatre réunions à partir de septembre) et dans un second temps, un « forum » pourrait permettre, partant d'un constat partagé, de présenter et mettre en valeur différentes expériences de démarches participatives et leur plus-value. Lors de la prochaine réunion de travail du CLD nous reviendrons sur la méthodologie pour associer les élus à la réflexion et à la préparation du forum.

3. Prochaine lettre d'information

La lettre d'information du CLD sera utilisée pour la diffusion du préambule politique (envoi par voie électronique à la base de contact du CLD et tous les élus du territoire BRD). La dernière partie sur la suite du travail du CLD sur la démarche participative sera complétée pour d'ores et déjà parler du forum et inviter les élus à venir échanger avec le CLD en groupe de travail dès le mois de septembre.

Le contenu de la lettre d'information a été envoyé aux membres du groupe de travail pour relecture, les retours sont attendus d'ici mardi 16 juin. Un comité de rédaction est organisé mercredi 17 juin de 10h30 à 12h pour la mise en forme du document (des parties sont encore trop denses et doivent être synthétisées...). La lettre d'information sera validée lors de la prochaine réunion du groupe de travail.

Par ailleurs, il sera prévu, pour les élus régionaux, un courrier plus revendicatif et centré sur les inquiétudes et les attentes du CLD pour la future contractualisation.

**Prochaine réunion le mardi 30 juin de 18h à 20h
à la maison des associations de Crémieu (salle 1).**